

**CIN2** Deuxième Conférence internationale sur la nutrition

une meilleure nutrition c'est une meilleure qualité de vie

Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agricultureOrganisation  
mondiale de la Santé**F**

**RÉUNION TECHNIQUE PRÉPARATOIRE  
EN VUE DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE  
INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION  
(CIN-2)**

**Rome, 13-15 novembre 2013**

**Première séance**

*Défis nutritionnels et évolution des systèmes alimentaires:  
perspectives mondiales et nationales*

**L'agriculture au service de la nutrition, ou la nécessité  
de bien concevoir les politiques**

*Résumé*

**P. Pingali; K. Ricketts et D. Sahn**

1) Au cours de ces cinquante dernières années, malgré des difficultés croissantes liées à la raréfaction et au renchérissement des terres, la productivité des cultures alimentaires a connu un essor remarquable dont la révolution verte et, plus récemment, les progrès des biotechnologies sont les principaux responsables. Ces avancées importantes en termes de productivité et de développement agricole n'empêchent pas la malnutrition de persister dans certaines régions du monde en développement. En Asie du Sud-Est, la sous-alimentation (qui résulte d'une ration calorique et protéique insuffisante) et la malnutrition par carence en micronutriments ont connu un recul spectaculaire, mais on ne peut en dire autant de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud. Plus récemment, le phénomène de la surnutrition (qui désigne un apport énergétique excessif conduisant à l'obésité et à la surcharge pondérale) a investi d'autres régions que l'Europe et l'Amérique du Nord et touche de plus en plus de pays à revenu intermédiaire, voire de pays à faible revenu. Relever ces défis, qui coïncident avec de profondes mutations dans le domaine de la santé et de la nutrition, exige la formulation et l'application de politiques agricoles éclairées, assorties de politiques visant l'amélioration de la santé, de la qualité de l'eau et de l'assainissement, ainsi que la modification des comportements au sein des ménages.

2) Durant la décennie écoulée, les spécialistes de la santé et de la nutrition sont tombés d'accord sur deux principes. Le premier situe l'origine des maladies à un stade très précoce de la vie (dès la période intra-utérine) et tient compte des effets de la programmation fœtale, susceptible de compromettre la santé et de diminuer les capacités de l'individu à l'âge adulte. Le second repose sur l'idée d'une période critique correspondant en gros aux deux premières années de la vie – la période pendant laquelle les interactions de la malnutrition et de l'infection ont le plus d'impact sur son état de santé futur. De nombreuses interrogations subsistent quant au rôle potentiel de l'agriculture face à ces problèmes. Notre étude soutient que l'agriculture et les systèmes alimentaires ont effectivement une fonction déterminante à cet égard, mais que la solution de problèmes tels que la dénutrition in utero et le retard de croissance pendant l'enfance relève d'interventions plus générales de santé publique, axées sur les groupes vulnérables – femmes en âge de procréer et jeunes enfants – et de progrès en matière de soins et de nutrition qui passent par l'éducation et l'autonomisation des femmes, non seulement en tant que productrices d'aliments, mais aussi dans leur rôle de mères et de décideuses.

3) Dans le domaine particulier des interventions visant les systèmes alimentaires et l'agriculture, nous affirmons qu'il reste encore beaucoup à faire pour fonder davantage les politiques et les programmes sur des objectifs nutritionnels, surtout en faveur des femmes et des enfants des zones rurales. Plus précisément, il faut s'efforcer de mieux comprendre les liens de cause à effet entre les interventions agricoles et l'amélioration de la nutrition et de renforcer ces liens, en particulier dans la lutte contre la malnutrition maternelle, le retard de croissance de l'enfant et les carences en micronutriments. Nous sommes d'avis que la jonction agriculture-nutrition peut faire croître les revenus ruraux et qu'elle permet aux ménages d'être relativement plus à l'aise pour acheter leur nourriture. Elle accroît la productivité agricole, améliore l'approvisionnement en aliments caloriques et réduit la pauvreté tout en donnant accès à une vaste gamme d'aliments à densité élevée en micronutriments, par une diversification de la production locale et en reliant les producteurs aux marchés. Nous adoptons un classement des systèmes agricoles qui permet de déterminer le degré de développement agricole et de définir les initiatives à prendre dans ce secteur pour avoir un impact sur les carences en nutriments, la dénutrition et la suralimentation. Ce classement distingue les systèmes d'agriculture de subsistance (qui prévalent en Afrique subsaharienne), les systèmes céréaliers intensifs (surtout présents en Asie) et les systèmes commerciaux et tournés vers l'exportation (comme souvent en Amérique latine).

4) Les systèmes agricoles de subsistance comprennent les systèmes qui n'ont pratiquement pas bénéficié des gains de production enregistrés dans le secteur des cultures de base pendant la révolution verte. En Afrique, dans l'ensemble, la stratégie de la révolution verte s'est avérée inadaptée aux besoins de la région et les cultures choisies pour ce mode d'exploitation ne correspondaient pas aux aliments produits ou consommés localement. Les

---

technologies de la révolution verte n'ont pas répondu à l'impératif de développer des systèmes alimentaires susceptibles de créer des emplois et des revenus stables pour la population rurale pauvre. Elles ont souvent ignoré des préoccupations fondamentales, comme la faible capacité au risque des exploitants ou les contraintes du travail saisonnier qui limitent l'accès aux nouvelles technologies et à leurs avantages. En conséquence, la situation actuelle de nombreux pays d'Afrique subsaharienne est caractérisée par un taux élevé de pauvreté, une faible productivité agricole et une forte prévalence de la faim et des carences en micronutriments. Pour accroître les disponibilités alimentaires et créer des emplois ruraux, il est absolument prioritaire d'orienter la croissance de la productivité et la recherche-développement (amélioration génétique, biofortification, vulgarisation, etc.) vers les denrées alimentaires qui sont couramment produites et consommées au sein des populations pauvres.

5) En Afrique, la recherche-développement consacrée aux systèmes de subsistance doit être étendue aux espèces alimentaires traditionnelles, comme le mil, le sorgho, le manioc et autres racines et tubercules, qui sont souvent négligées par les centres de recherche et les organismes de développement. Ces cultures contiennent pourtant des micronutriments essentiels (le fer, par exemple) en quantité élevée. La croissance démographique rapide observée dans certaines parties d'Afrique subsaharienne est un facteur qui favorise les investissements en vue d'une intensification de l'agriculture. Il s'agit toutefois de promouvoir une intensification durable qui s'applique à mettre en valeur les cultures (et les espèces animales) ayant une importance pour les systèmes alimentaires des pauvres - et non à les supplanter, comme cela s'est produit en Asie lors de la Révolution verte. Définir des politiques susceptibles de favoriser une intensification neutre du point de vue des cultures, c'est-à-dire instaurer les conditions d'une amélioration des rendements tout en maintenant la diversité des cultures et des systèmes alimentaires, devrait être une priorité pour ces pays. Puisque ce sont surtout les femmes qui produisent les aliments en Afrique subsaharienne, l'allègement de la charge de travail liée aux opérations qui précèdent et qui suivent la récolte serait un avantage considérable du point de vue de leur santé. Par ailleurs les systèmes agricoles et les emplois offerts dans ce secteur, doivent être conçus pour décourager le travail des enfants et veiller à ce qu'ils ne quittent pas l'école, même pour des travaux saisonniers, puisque l'absentéisme temporaire conduit généralement à l'abandon définitif de la scolarité.

6) L'importance accordée aux cultures de base ne faiblit pas et, vu leur place dans les régimes alimentaires des pauvres, la mise en place de mécanismes permettant de renforcer la teneur en micronutriments des céréales par la biofortification est une stratégie qui peut s'avérer très rentable. Les activités d'enrichissement des aliments avec de la vitamine A et d'autres micronutriments, menées dans le cadre du programme HarvestPlus, sont très prometteuses pour lutter contre la malnutrition liée à ce type de carence. Ainsi, dans le cas de la patate douce à chair orange, les résultats préliminaires laissent entrevoir une amélioration sensible de l'apport en vitamine A chez les enfants, au Mozambique et en Ouganda.

7) Les pays qui ont affiché des gains de productivité importants dans le secteur des cultures de base – et qui appartiennent, selon notre classement, à la catégorie des systèmes céréaliers intensifs – sont parvenus à accroître leur production pour les cultures d'aliments de base, à augmenter les revenus des petits exploitants et à améliorer l'offre d'emplois non agricoles, surtout dans le secteur de la transformation et de la commercialisation. Toutefois, dans bon nombre de ces pays, on constate une chute importante de la production des cultures de base traditionnelles à forte teneur en micronutriments, telles que les lentilles et autres légumineuses. Les prix des aliments d'origine animale, des haricots et des fruits et légumes frais restent très élevés, ce qui freine la diversification du régime alimentaire des pauvres. Investir de manière soutenue pour accroître la productivité et diversifier la production d'aliments riches en micronutriments, en dehors des céréales de base, est une dimension de la politique agricole qui peut avoir un impact direct sur la disponibilité (l'offre) de diversité alimentaire, afin de mettre celle-ci à la portée du plus grand nombre. En règle générale, faire porter la diversification sur des cultures autres que les céréales exige la mise en œuvre de politiques en matière d'infrastructures, de vulgarisation et d'accès aux marchés. Nous montrons l'éventail d'options offertes par les politiques et la nécessité de relier les petits exploitants pauvres aux marchés intérieurs et mondiaux, par l'intermédiaire de chaînes de valeur alimentaires modernes et de partenariats public-privé. Nous examinons également la manière dont ces politiques peuvent aider à créer et à favoriser des liens économiques en amont et en aval, créant ainsi de nouvelles possibilités d'emplois non agricoles dans les zones rurales. Entre-temps, les interventions visant à promouvoir les jardins potagers et les élevages de basse-cour revêtent une importance critique, et nous fournissons des exemples d'application réussie en Asie du Sud et ailleurs.

8) La troisième catégorie est celle des pays qui possèdent des systèmes commerciaux axés sur l'exportation actuellement en plein essor. Cela vaut pour une grande partie de l'Amérique latine et les zones à forte croissance de l'Asie. Ces systèmes, qui ont beaucoup prospéré en termes de productivité moyenne, de revenu moyen des ménages, et d'autres indicateurs de bien-être sont encore souvent caractérisés par des disparités élevées entre secteurs, régions et groupes démographiques. D'ailleurs, les poches ou les secteurs dont la productivité est à la traîne peuvent exiger des interventions semblables à celles qui ont été décrites plus haut pour les systèmes de subsistance ou les systèmes céréaliers intensifs. Nous nous penchons sur les mesures de rattrapage en faveur des zones et des secteurs en retard, et nous examinons les initiatives en cours dans les pôles émergents de la production commerciale destinée à l'exportation, comme le Brésil et le Pérou, ainsi que dans certaines zones en Asie, notamment dans les zones rurales de la Chine peuplées de minorités ethniques, qui ont été largement exclues des transformations économiques grâce auxquelles ce pays est sorti de la pauvreté.

9) Nous soulignons aussi les politiques qui ont été mises en œuvre pour enrayer l'obésité et la suralimentation, observées dans plusieurs de ces systèmes à vocation commerciale. Le

mode de vie sédentaire, la modification des préférences alimentaires et les contraintes de temps associées à l'urbanisation poussent à consommer davantage d'aliments transformés et pré-emballés, avec des répercussions sur la prévalence des formes de malnutrition à l'origine de l'obésité et de la surcharge pondérale. En même temps, les filières agroalimentaires s'appuyant sur des techniques de transformation modernes contribuent à la réduction des carences en micronutriments. Elles assurent en effet un régime varié reposant sur un vaste assortiment de produits vendus toute l'année, mais en général, seuls les ménages urbains relativement aisés peuvent les acheter. Nous soulignons dans notre étude que les chaînes de valeur modernes permettent en principe d'accéder à tout moment aux micronutriments et de favoriser la diversité alimentaire par une offre de produits alimentaires enrichis, destinée aussi bien aux riches qu'aux pauvres. Afin de parvenir à ce résultat, il faut des solutions créatives, car les normes et les paramètres de qualité relatifs aux produits ainsi que les contraintes géographiques font que ces produits sont souvent hors d'atteinte ou peu attrayants pour les consommateurs pauvres. Toutefois, la demande d'aliments bon marché, transformés et pré-emballés, surtout celle qui émane des pauvres, n'est pas confinée au réseau des supermarchés urbains; de plus en plus, des aliments à forte teneur en matière grasse, en sucre et en sel sont disponibles sur les marchés traditionnels, sur les étals en bord de route, chez les vendeurs itinérants et dans les magasins de proximité des zones urbaines et péri-urbaines, ainsi que dans les villes et villages des zones rurales ou d'autres zones reculées. Nous nous intéressons aux politiques favorisant l'accès à la diversité alimentaire – notamment par l'intermédiaire de programmes de distribution et de protection sociale – la mise en valeur des marchés locaux (traditionnels) et la création de partenariats avec des entreprises locales de transformation dans le but de promouvoir l'enrichissement des aliments et l'accès aux micronutriments.

10) Après avoir analysé la façon dont les politiques agricoles doivent s'efforcer de tenir compte des enjeux nutritionnels, nous mentionnons les politiques d'appoint nécessaires, notamment l'adoption de technologies permettant d'alléger la charge de travail et, plus généralement, les politiques relatives au marché de l'emploi axées sur les besoins des femmes et des enfants en milieu rural. Nous passons brièvement en revue les initiatives de développement rural visant l'accès à de l'eau propre et à des installations sanitaires adéquates, ainsi que l'éducation à l'hygiène. Ces politiques sont prioritaires pour prévenir la contamination de l'eau (par des vers, des parasites, des virus et des bactéries), elle-même à l'origine d'inflammations et d'infections intestinales susceptibles de causer des maladies ou un syndrome de malabsorption totale ou partielle de nutriments et de calories, avec un risque de déshydratation pouvant entraîner la mort. Les mesures destinées à induire un changement des comportements et une meilleure répartition des ressources au sein du ménage sont brièvement décrites. Pour terminer, nous formulons des recommandations concernant les politiques agricoles susceptibles de résoudre les défis liés à la nutrition dans chacun des systèmes agricoles examinés.